

le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALDES
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

POUR LA PAIX

LETTER OUVERTE aux 5.000 pacifistes, réunis en Congrès à Bierville

Le fait saillant de la semaine, c'est : Le Congrès sur la paix par la Jeunesse qui se réunit à Bierville du 17 au 22 août 1926.

Tous les journaux ont annoncé la tenue de ce Congrès, auquel prennent part 5.000 délégués, représentant 30 nations. Au nom de l'U.A.C. et du « Libertaire », j'adresse à ces pacifistes « bourgeois », la lettre ouverte que voici.

Messieurs,
Vous vous proposez de jeter les bases de la Paix par la Jeunesse.

Travailler pour la paix est une des œuvres les plus augustes et les plus urgentes qu'il soit possible d'imaginer et faire appel à la Jeunesse, c'est confier sagement à l'avenir le soin de réaliser cette œuvre magnifique.

Comme l'enfer, Messieurs, vous êtes pavés d'excellentes intentions et il ne peut venir à personne l'idée de vous refuser l'hommage que méritent ces intentions admirables.

Mais permettez à un homme qui possède quelque expérience et qui, depuis de nombreuses années, se penche, fervent et angoissé, sur le problème de la Paix, de nous faire connaître, loyalement et sans ambiguïté, le résultat de ses longues cogitations.

Et d'abord, vous apprendrai-je quelque chose en vous disant que je n'ai jamais rencontré quelqu'un — homme ou femme — se déclarant, en principe, pour la guerre ? Je ne pense pas et je ne dis pas que personne ne veut, n'appelle, ne désire la guerre ; je dis simplement que personne n'ose, en temps de paix, s'affirmer ennemi de la paix et partisan de la guerre.

Il serait, au surplus, plus que jamais prodigieux qu'il en fut autrement : la guerre meurtrière de 1914-1918 a laissé dans toutes les mémoires des souvenirs si horribles que, d'instinct, la conscience de chacun envisage comme une épouvantable calamité le retour d'une telle catastrophe et que, d'instinct aussi, tous forment des vœux en faveur de la paix.

« Haine de la guerre; amour de la paix ; si on fouillait dans les cœurs, ce sont deux sentiments qu'on trouverait à peu près dans tous.

Il serait donc banal et inutile de vous réunir en Congrès par centaines et par milliers, si vous deviez vous borner à vous affirmer partisans de la Paix, à pousser des acclamations, à chanter des hymnes, à organiser en faveur de la Paix de solennelles et grandioses cérémonies.

Je ne vous fais pas l'injure, Messieurs, de penser que ce soit là tout votre programme.

Votre programme doit avoir, il a certainement pour but d'étudier et d'arrêter les moyens pratiques propres : 1^o A empêcher la guerre; 2^o A fonder un régime de paix stable et, si possible, définitif.

C'est ainsi, Messieurs, que se pose le problème de la paix : tout le reste n'est que mise en scène, décor, solennité, jupon, attitude et pose sans sincérité, sans courage, sans signification précise, et sans influence sur le cours des événements d'aujourd'hui ou la guerre ou la paix.

Il s'agit donc avant tout et même uniquement d'empêcher la guerre. Un seul moyen s'offre à toute personne sensée. Ce moyen consiste à rechercher loyalement la cause véritable, profonde, essentielle, fondamentale des guerres et, cette cause étant découverte, à travailler de toutes ses forces à sa suppression.

Il est évident que tant que ne sera pas abolie la cause, l'effet persistera.

Il sera possible, en certaines circonstances, de prévenir un conflit imminent et d'en ajourner le déclenchement; mais cette victoire, purement occasionnelle, n'aura en aucune façon fortifié la cause de la Paix, celle-ci restant à la merci du lendemain.

Il est donc tout à fait indispensable, et avant toutes choses, de découvrir la cause véritable et essentielle d'où sort la guerre, afin de dénoncer publiquement, de combattre et d'abattre cette cause.

« Eh bien ! Messieurs, cette cause est aujourd'hui connue et, depuis plus d'un siècle, les Anarchistes la dénoncent sans se

Des camarades iront distribuer aux congressistes de Bierville quelques milliers de tracts contenant cette *lettre ouverte*.

Nous n'ignorons pas le sort que subira celle-ci. Il suffit de savoir que prennent part à ce Congrès nombreux hommes d'Etat et de chefs de partis politiques, de curés et de pasteurs, de marchands et d'exploiteurs (peut-être même y-a-t-il des fabricants de « canons et munitions »), pour être certain d'avance qu'il ne sortira de ce Congrès, en dépit du « attage de presque toute la Presse, que comédie, verbiage, mariage symbolique de drapeaux de toutes nationalités, pompos oratoires, congratulations, accolades et balivernes de même futilité.

Nous avons même le sentiment que, si, demain, la guerre éclatait, (soyons équitables, presque), tous ces bons hommes marcheraient et feraien docilement la « dernière des guerres ».

N'importe !

Une fois de plus, comme en toutes circonstances, les anarchistes de l'U.A.C. auront fait entendre leur voix ; ils se seront affirmés sur l'unique solution d'un problème important, délicat et d'actualité.

En l'occurrence, c'est, hélas ! tout ce qu'ils peuvent faire. Encore est-il bien qu'ils le fassent !

Sébastien FAURE.

UNION ANARCHISTE COMMUNISTE

Dans les bois de Garches-Marne-la-Coquette se déroulera dimanche prochain, 22 août

UNE GRANDE FÊTE CHAMPÔTRE

au profit du *Libertaire* et de l'*Entr'aide*

Petits et grands, compagnes et camarades, tous les lecteurs du « *Libertaire* » y assisteront, l'Union Anarchiste-Communiste leur donne l'assurance qu'ils ne regretteront pas leur journée, dont voici le programme :

MUSIQUES ET CHANTS

Présence de la fanfare assurée par le groupe de Saint-Denis
Concert fraternel auquel participeront de nombreux camarades

DIVERTISSEMENTS

Course en sac, pêche à la ligne, jeux de ciseaux, amusement pour les petits, distribution de gâteaux, boîtes à surprises, etc., etc.

La Librairie Sociale fournira une grande quantité de ses plus beaux livres.

TOUS A GARCHES DIMANCHE PROCHAIN, 22 AOUT

Départ gare Saint-Lazare, descendre à Garches-Marne-la-Coquette. Heures des trains : 8 h. 26, 9 h. 22, 10 h. 6, 11 h. 25, 11 h. 50, 13 h. 6, 13 h. 51 et 14 h. 21.

Pour le retour : 18 h. 56, 20 h. 15, 20 h. 52, 21 h. 35, 22 h. 15.

Prix du voyage aller et retour : 5 francs.

RAVITAILLEMENT

Les camarades trouveront sur place leurs boissons (vins, limonade, bière, eaux minérales, etc.) Nous les prions donc de ne pas s'embarrasser avec des bouteilles. Des boîtes de conserves seront également mises en vente.

RECOMMANDATION IMPORTANTE

Nous recommandons aux camarades d'apporter leur pain et leurs repas. Des pancartes et des flèches indiqueront le chemin : à l'entrée du bois, les camarades tourneront à gauche, la droite étant réservée au rayon de Puteaux.

Par leur attitude, les anarchistes sauront acquérir ou conserver la sympathie des nouveaux venus et des promeneurs.

L'U. A. G.

Préparez à tous les copains disponibles de se trouver dimanche matin à 6 h. 30, gare Saint-Lazare, salle des Pas-Perdus.

PROPOS d'un PARIA

Ça continue... et nous continuons

La saison de la Paix bat son plein. Notre ami Sébastien Faure dit à son sujet tout ce qui, à notre point de vue anarchiste, est nécessaire, d'en dire. Je me contenterai donc de souligner le grotesque de ces palabres en toutes langues, tous destinés à donner le change à ceux qui ne cherchent pas à approfondir.

Paris-Soir nous annonce que la séance d'ouverture du Congrès de Bierville eut lieu mardi, et que cinq mille personnes de toutes races faillirent être les victimes d'un discours « d'ouverture » pour la paix de M. P.-P. Painlevé, ministre de la Guerre français du cabinet actuel de M. Poitevin — tellement j'ai la certitude de ce que j'avance : vous quitterez Bierville sans avoir rien fait et, par la suite, vous ne ferez rien qui soit de nature à empêcher la guerre de démarquer et à fonder la paix sur des assises de quelque solidité.

Oui, bien, regardez devant l'immensité, les difficultés, les périls et les conséquences de la lutte implacable à entreprendre contre l'Authorité, vous vous arrêtez à mi-chemin, peut-être même dès les premiers pas, et, dans ce cas, je vous le dis tout net, Messieurs, et sans le moindre hésitation, publiquement cette cause et de la combattre par tous les moyens en votre pouvoir jusqu'à ce qu'elle ait été totalement et définitivement anéantie.

Cela, c'est déjà drôle !...

Mais, le Chemin des Dames n'est pas sans doute un chemin de Damas, pour l'éminent pyrotechnicien du défunt cartel des gauches.

Et les pacifistes sur-bélatz durent se contenter des prônes linéaires de Mousseteur Marc Sangnier et de M. l'évêque d'Arras. Ajoutons que tous ces gens de bonne volonté sont abrités dans des maraboutages généreusement prêtés par le Paul Prudent déjà nommé et qu'une musique militaire accompagne de ses cuivres « pacifistes » les hymnes à la paix des catégories en kaki.

Je n'aurai garde de ne pas signaler que M. et Mme Xavier Privas, que nous cûmes autrefois le plaisir d'entendre dans nos séances familiales, prétèrent eux aussi leur concours à un grand « festival en l'honneur de la Chanson Française et l'idée de paix à travers les âges » M. Xavier Privas a excellentes chansons à son répertoire.

mais je suis bien sûr que ce n'est pas celle qu'il a chantées aux invités de M. Marc Sangnier !... Je ne suppose pas non plus qu'il leur a chanté ses chansons de guerre.

Après tout, me direz-vous, tous ces gens sont bien libres de fêter la paix, de la glorifier, de la beautifier, voire de la canoniser, même sur l'air de la Madelon ou du Pére la Victoire !... Evidemment !... Mais il faut bien dire parce que c'est vrai, que tous ces frères mironots se foutent de la paix, comme de leur première liguelette. A la guerre, les évêques pacifistes ! Au bout du quart, les parlementaires de toutes nations, les politiciens cosmopolites, prêchant, gesticulant et arrosant de leurs postillons, les faces réfoulées de congressistes hilares.

Tout ça, c'est du chiqué ! Nous retrouverons tout ce beau monde au tournant du premier conflit international, excitant au meurtre collectif avec les mêmes gestes de cabotins... et la même sincérité.

Et je ne puis m'empêcher de faire un parallèle entre ces pacifistes... en temps de paix... et ces antimilitaristes qui ne trouvent rien de mieux pour prouver leur aversion des choses de l'armée, que d'organiser militairement, de se créer un uniforme, d'obéir au doigt et à l'œil, à un quelconque malamore, dûment ceinturoné, guêtré, galonné, et qui se casquerait bien, s'il n'avait peur du ridicule — ce en quoi il a tort, car le ridicule ne tue plus — et dont l'idéal est de voir le prolétariat, rassemblé, uniformisé, pareillement accoutré, et marchant au pas à la conquête des pouvoirs publics !...

En vérité, je vous le dis, nous avons fort à faire pour défendre la Paix et l'antimilitarisme contre tous ces « pacifistes » et ces « anti-guerriers ».

Pierre MUALDES.

Union Anarchiste Communiste

LE MANIFESTE D'ORLEANS

Les résolutions prises au Congrès d'Orléans viennent d'être éditées en manifestes. Nous engageons tous les groupes, tous les camarades sympathisants et lecteurs du « Libertaire » à le diffuser. C'est un puissant moyen de propagande. Le manifeste d'Orléans précise nos aspirations communisantes : diffusons-le.

Prix de cent : 5 francs (franco).

Prix de mille : 40 francs (franco).

Adresssez les commandes à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

FEDERATION PARISIENNE

Assemblée générale

le dimanche 29 août, toute la journée, Salle Carrigie, 20, rue Ordener.

Camarades,

Nous attirons votre attention sur cette prochaine assemblée générale, qui est appelée à avoir une grande importance en raison des sujets qui y seront traités et des discussions qui y seront prises.

Tous à l'assemblée générale du dimanche 29 août.

Ging mille Pacifistes « bélants » sont réunis, en congrès, à Bierville.

Discours sonores et creux, chants, corées, théâtre, tout se passe en cérémonies symboliques.

Triste comédie et pauvres comédiens !

Si la guerre éclatait demain, combien seraient-ils qui refuseraient de marcher ?

— Peut-être cent, peut-être dix, peut-être pas un !

S. F.

LA GRANDE PÉNITENCE

Pour la classe ouvrière et la moyenne, elle continue et va s'aggravant sans cesse.

Allez à Deauville, Vichy et autres villes de plaisirs et de jeux..., et vous y verrez festoyer la cohue des voleurs et des rastas emmuniés par l'exploitation du travail et la misère des travailleurs.

On nous a d'abord dit : « L'Allemagne paiera et, avec ses paiements, la France se rétablira, se relèvera de ses ruines, équilibrera son budget », et patata et patata. On sait ce qu'il en est résulté. L'Allemagne n'a pas payé et pour cause. L'Etat allemand a même fait faillite. C'est une solution comme une autre. Beaucoup de commerçants et gens d'affaires, malins, s'en sont servis. En politique, comme ailleurs, « rien ne se perd et rien ne se crée ». Ce qu'ont perdu la petite bourgeoisie parasitaire et le prolétariat s'est retrouvé dans les poches des gros — ou, ce qui est mieux et plus prudent, placé dans les bourses étrangères.

L'école de la faillite, en France (peu gênée par le sentiment patriotique) voudrait bien imiter les frères d'autre-Rhin. La politique de l'inflation a chez nous de chauds partisans. Pensez donc ! quels bénéfices !

Les bas de laine qui ont prêté de l'argent, soit à l'Etat, soit aux grandes compagnies comme actionnaires, soit à la Caisse d'épargne, soit même à de simples particuliers, entrepreneurs, cet argent, ou le remboursement intégralement. Mais tant pis pour les bas de laine si les francs qu'en leur donne représentent le vingtième ou le millième de la valeur de ceux qu'ils ont versés. Je n'en parle que par pitie pour eux, ils ne sont pas intéressants. Laissons aux officiers, de droite ou d'extrême-gauche, la besogne de verser des pleurs de Tartufe sur le malheur de la petite bourgeoisie. N'en causons que pour les besoins de la démonstration objective. Et aussi pour montrer que lorsque nous parlons d'expropriation, si nous croyons parler de quelque chose de nouveau, nous mettons le doigt dans l'œil jusqu'à l'épaule. Il y a longtemps que la bourgeoisie exproprie. On peut même dire, sans risque d'être paradoxal, que l'origine de toute propriété, c'est l'expropriation. Il suffit d'être assez roublard pour faire légaliser la chose, pendant ou après l'opération.

Ce qui nous touche davantage, c'est le sort des innombrables travailleurs. Ceux-là n'ont pas d'épargne à se faire râler. Ils ne vivent que de leurs salaires. L'inflation, ou plutôt la faillite déguisée de la monnaie, rapide ou lente, a pour résultats automatiques l'augmentation du coût de tous les produits. Et comme la générosité patronale bien connue n'aime pas lâcher l'augmentation correspondante, qu'on donne 5 % d'augmentation quand les prix ont baissé de 20 %

à un moment déterminé et de dire : « Halte, tu n'iras pas plus loin, ni en montée, ni en descente ! ». Des théories, aussi ingénieries que pueriles, sont sorties à ce propos. Le gouvernement (ou une banque sous la garantie gouvernementale) aurait le monopole du commerce des devises étrangères. Elle fournirait dollars, livres ou autres monnaies moyennant un taux invariablement fixé de francs. Oui mais ! Si les mêmes causes agissent (des causes à visage humain et aux doigts crochus), gouvernement ou banque seront toujours en déficit. Je ne doute pas un seul instant que nous payions ledit déficit, suivant l'habitude pris.

Stabiliser le franc, cela revient à empêcher les prix des marchandises de monter. Dans un pays comme le nôtre, qui respire la spéculation comme chacun respire l'air, ça me paraît un bien gros morceau à remuer. On arrivera peut-être à enrayer la spéculation des petits et moyens, en couplant les crédits de banque, pour les obliger à vendre afin d'avoir de l'argent, en relevant le taux de l'escrope, etc... Mais les gros, qui sont précisément les maîtres du crédit et des banques, qui leur rentrera la spéculation dans la gorge ?

L'entreprise de stabilisation se présente déjà sous deux formes : *primo*, le monopole de la spéculation intérieure et extérieure sera réservé aux gros manieurs d'argent ; *secundo*, les bénéficiaires de bons revenus si honnêtement gagnés ne seraient pas favorisés de les consolider un peu. C'est un jeu opposé à celui de l'inflation, comme la spéculation à la hausse est opposé à son contre-misant sur la baisse, mais c'est de la spéculation quand même.

Cela n'intéresse que les bourgeois entre eux, allez-vous penser. Oh que non ! Cela intéresse aussi les pauvres. Car, chose curieuse, ils écopent dans un sens comme dans l'autre. Si l'inflation signifie tout de la vie toujours plus cher, bas salaires, misère ; la stabilisation aura pour effet certain de freiner brutalement le mouvement industriel et commercial. N'ayant plus de crédit, ou devant le payer cher, les petits et moyens mercantis et exploitants ralentiront l'activité productrice. D'autre part, la prime à l'exportation que constitue la baisse du franc ne donnant plus, autre ralentissement de la production.

Donc, chômage. Terrible chômage, comme en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, etc... Une grande armée de sans-travail (d'autant plus grande que des millions d'étrangers sont venus compenser la faible natalité française) crevant de faim, venant offrir ses services à n'importe quel prix, acceptant de faire 10, 11 ou 12 heures. On sait ce que cela signifie : adieu revendications ouvrières, adieu bien-être, journées de huit heures ; adieu même le peu de dignité ouvrière péniblement conquise.

On nous dit que ça ne durera pas. Allons donc ! Ça dure depuis des années dans certains pays. Et puis, d'ici là, nos profiteurs auront bien su trouver autre chose.

**

L'inflation, c'est la misère. Les impôts, c'est la misère. La stabilisation, c'est la misère. Alors partout misère, de quelque côté qu'on se retourne.

Parfaitement ! Parce que toutes ces solutions sont des solutions bourgeois, des solutions qui ne sortent pas du cadre de la société bourgeoise. Et celle-ci est établie contre les pauvres. C'est une vaste organisation, chaotique d'apparence, mais uniforme d'instinct dont le seul but est l'exploitation des pauvres gens. Tout ce qu'ils ont trouvé, tout ce qu'ils trouvent, et tout ce qu'ils pourront trouver est d'emblée dirigé contre le peuple. Leur rôle : gagner de l'argent. Ils en gagneront dans n'importe quelle situation. N'importe quelle solution sera tournée par eux en moyen nouveau d'exploitation.

La faute en est dans l'inertie actuelle des malheureux, qui acceptent tout, en se courbant un peu plus fort. Le remède existe dans leur révolte, et pas autre part.

Quelques bons et énergiques soubresauts révolutionnaires auraient plus d'efficacité que les projets les plus ficles de ces Messieurs de la Finance ou de la Politique.

Quant au grand remède, au traitement final qui rendrait une santé définitive au corps social, ce n'est ni l'équilibre budgétaire, ni l'inflation, ni la stabilisation, c'est la révolution sociale.

Ceux que ce mot effraie n'ont pas le droit de se plaindre. Tant pis pour le malade qui refuse de prendre la purge libératrice.

G. Bastien.

Comment stabiliser ?

Appréciations de compétences

Les moyens pour parvenir à stabiliser notre franc sont l'objet d'études contradictoires, dans le monde des économistes. Mais, si ces moyens préconisés sont divers et nombreux, par contre, nos compétences en la matière sont unanimes à reconnaître que la stabilisation monétaire entraîne une crise économique épouvantable. Cette crise, en effet, est inévitable, avec l'organisation monétaire actuelle, et ceci pour une foule de raisons, dont les deux principales sont celles-ci : en période de révalorisation, la cherté de vie diminue, forçant ainsi les entreprises à vendre leurs stocks de marchandises à perte. L'entrepreneur arrête donc sa production, la perte qu'il subit du chef de son stock lui étant déjà assez pénible. L'arrêt de la production met fatallement sur le pavé les travailleurs de cette entreprise. La deuxième raison réside en la restriction du crédit : or, comme l'époque dans laquelle nous vivons est l'époque du crédit, il s'ensuit logiquement que le refus par les banques — refus motivé par l'absence de numéraire — d'octroyer des avances à la production, arrête l'essor de cette dernière jusqu'à l'empêcher presque totalement de se manifester ; d'où, nouvelle vague, plus importante de chômeurs.

Ainsi, selon l'avis du plus grand nombre de nos économistes, le retour aux prix approchant d'avant-guerre, ne peut avoir lieu que grâce à la déflation. En ceci nos augures ont raison ; reste simplement à savoir si le reflux à la parité d'avant-guerre du pouvoir d'achat du franc est assez lucratif pour la nation, pour affronter délibérément l'effroyable crise économique, et, par conséquent, s'il ne vaudrait pas mieux, pour les intérêts de tous les habitants de notre pays, stabiliser les prix actuels, sans se soucier des prix passés. Car la stabilisation — qui n'est pas la révalorisation — ne peut entraîner de crise.

Mais la révalorisation permet au capital étranger son immixion dans notre Economie, par la nécessité qu'elle entraîne de contracter un emprunt de devises en les pays qui les possèdent. Seule l'Amérique est la détentrice de l'or mondial, et la révalorisation du franc contraint nos dirigeants à conclure des accords avec les banquiers américains. C'est ce que ces derniers désirent.

Les Etats-Unis ont connu, eux aussi, la dépréciation du dollar. Mais cette perte du pouvoir d'achat de la devise fut le fait de l'abondance de pièces d'or en ce pays. Washington, sur l'ordre de Wall-Street, pratiqua la déflation, c'est-à-dire, retrait d'un certain nombre de dollars de la circulation. Les banquiers yankees théâtraient donc l'or pour pouvoir maintenir stable le dollar ; mais cette mesure les peine, cette théâtralisation ayant pour conséquence de rendre imprédictives les sommes ainsi immobilisées. En prêtant leur or, les Américains se débarrassent ainsi d'un danger, et, par les garanties qu'ils imposent à leur débiteur, se rendent maîtres du pays emprunteur. C'est le sort réservé à la France prochainement si nous n'y mettons le holà.

Il est cependant un homme, dans le clan des économistes, qui aperçoit clairement les inconvénients de la déflation et de l'emprunt-or. C'est Albert Despaux, dont le « Bulletin » quotidien de l'Information est riche en documentation et en enseignements. La malncontre des banques américaines sur la France y est fréquemment dénoncée et en termes non équivoques. Afin de l'éviter, M. Despaux propose : 1^e que le franc se stabilise de lui-même, et 2^e frapper une monnaie européenne. Ainsi, d'après cet éminent économiste, nous échapperais, et à la crise, et aux appétits anglo-saxons. Voyons ce que vaut ce point de vue, attrayant en ses conclusions.

Nous savons que la perte du pouvoir d'achat est créée par la surabondance de bons d'échanges, appelée : inflation. C'est donc le franc qui subit une baisse et non les prix qui augmentent. Ceci pour l'intérieur. Pour l'extérieur, le pouvoir d'achat du franc est lié à son pouvoir à l'intérieur. Si le franc vaut, en France, 0 fr. 20, il est naturel qu'il ne puisse valoir davantage en les autres pays. La spéculation y impose même ses droits, ce qui fait que notre devise est un peu plus dépréciée à l'étranger qu'en notre pays. Mais cette dépréciation à l'extérieur est causée par la dépréciation à l'intérieur et la spéculation ne joue qu'un rôle bien secondaire. Ceci bien compris, il devient clair pour chacun que si notre devise augmente son pouvoir d'achat à l'intérieur, cette augmentation se reproduira à l'extérieur, et se traduira par une augmentation du pouvoir d'achat de notre franc en ces pays. Mais pour que le franc remonte en France et par conséquent au marché du change, il faut pratiquer la déflation puisque la baisse de notre devise est le résultat d'un accroissement intempestif de bons d'échanges, autrement dit, de l'inflation.

Cependant l'Amérique peut influencer considérablement le pouvoir du franc à l'extérieur, en vendant en masse les devises françaises qu'elle possède en nombre considérable. Aussi la révalorisation n'est-elle possible qu'avec l'appoint des Etats-Unis, ce qui nous oblige à passer sous les fourches caudines de leurs banquiers.

Ici, M. Despaux répond par la monnaie européenne. Outre que, pour fonder cette monnaie il faut un laps de temps fort long, et que la solution du problème de la stabilité demande à être mise en pratique le plus tôt possible, ce moyen d'échapper aux griffes américaines nous échappe pour la bonne raison que plus de la moitié de l'Europe appartient aux financiers d'outre-Atlantique. Ce qui revient à dire que la création d'une monnaie dont le but est de lutter contre les Etats-Unis est impossible. Ainsi, les solutions de notre économiste ne peuvent nous satisfaire, parce qu'en dépit des Amis du Libertaire, Langlois, 10 fr. : Alain, 2 fr. : Eugène Bléreau, 5 fr. : Léonard, 10 fr. : Hébras, 5 fr. : Riol Lucien, Ornaisons, 7 fr. 70 ; Groupe de Saint-Denis, 50 fr. : Léquin, 10 fr. : V..., 5 fr. : Truc, 2 fr. : M. C., 15 fr. : Léonard, 5 fr.

Par chèque postaux :

Muguet Tollet, Paris 12 fr. : Mette Rennes, 2 fr. : Vidalon Ille, 3 fr. : Groupe Minerve-Véisme, Perpignan 27 fr. : H. Raizton, Lyon 50 fr. : Cl. Journe, 10 fr. : Groupe de Toulouse, 100 fr. : Remy Fernand, Villeurbanne 11 fr. 50. Total de cette liste : 972 fr. 40.

Vient de paraître
LUIGI FABRI
QUEST-CE QUE L'ANARCHIE ?
En vente à la Librairie Sociale, 0 fr. 50.

J.-M. Keynes, célèbre économiste anglais nous rappelle dans son magistral livre : *La réforme monétaire*, que Rome connaissait la déflation, puisqu'en l'an 274 cette politique financière « fut cause d'une insurrection qui entraîna la mort de 7.000 soldats ». Nous voyons que notre situation financière n'est pas un précédent. Périodiquement, les peuples subissent les méfaits de l'inflation et les désastres de la déflation. Il est étrange que l'on ne se soit pas encore aperçu que ces flux et reflux avaient pour cause l'absurde et nocif étalon-or. Keynes est un des rares parmi ses collègues qui l'aït compris. Cette compréhension l'a conduit à désirer que la Monnaie soit asservie à la Production, ce qui est exactement le contraire en ce moment dans tous les pays du monde. Pour aboutir à ce résultat, notre professeur demande la théâtralisation de l'or par les banques — afin qu'il serve exclusivement de garantie aux billets — et un impôt sur les billets — péage — pour en faciliter la vitesse de circulation. Puis, il ferait de l'inflation et de la déflation des propulseurs ou des freins de la production.

Il y aurait certes, fort à écrire sur cette idée séduisante. Pour le moment contentons-nous de rappeler que la Banque de France, notre Institut d'émission, est un organisme privé, dirigé par les plus hauts banquiers de France, par l'état-major même de la Finance, que leur présence en cette banque leur assure une souveraineté sur l'Etat, et qu'à choisir entre l'intérêt national et le leur, leur choix est depuis longtemps, depuis toujours, fixé. Tenant l'Etat par la menace de remboursement des bons du Trésor, par le refus d'avances de numéraire et par la propriété foncière, pouvant ainsi effondrer rapidement le gouvernement assez pu pour vouloir s'imposer face à leur puissance, le « Comité directeur » des banquiers français ne peut abandonner son privilège que sous la violence victorieuse d'une action populaire. Cependant, l'enseignement de J.-M. Keynes est à retenir, flottant de bien près la stabilisation idéale, celle qui doit assurer une ère de prospérité, ouvrant l'horizon des peuples en marche vers l'anarchie.

**

A grands coups de grosse caisse, les bolcheviks nous annoncent que le problème monétaire est résolu en Russie grâce à certaines dispositions.

Ils oublient, ces grands stratèges, la dépréciation soudaine du tchernovetz, et la hausse continue du prix de la vie en Russie. La baisse de la devise russe ne peut être née. La hausse du prix de la vie est clairement démontrée en le n° 14, lundi 26 avril 1926, des « Informations sociales » du Bureau International du Travail, pages 124 et suivantes, qui reproduisent des chiffres puisés en une revue économique bolchevique russe. En prenant pour coefficient du prix de la vie en 1913, le chiffre 100, l'on trouve ce coefficient à 193 en juillet 1925 et 220 en janvier 1926. C'est-à-dire qu'en janvier de cette année le prix de la vie avait augmenté de 120 % par rapport à 1913. Or, des brochures communistes en vente en France, il ressort que rares sont les professions où les membres ont un salaire au moins égal à celui d'avant-guerre. Ainsi le pouvoir d'achat du salaire n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que la hausse de la vie. Toujours d'après la revue citée, les salaries ont augmenté de 14 % de juillet 1925 à janvier 1926 ; or, nous voyons que le coût de la vie a fait un saut de 27 % durant la même période, ce qui nous constraint à remarquer que les salariés russes ont été frustrés, volés, dans une proportion de 13 % de leurs salaires, uniquement par les divagations, l'instabilité de la monnaie russe.

Quelle est donc la raison de cette crise monétaire ? Il ne peut y en avoir que deux : ou les dirigeants russes ne sont plus maters des destinées du pays — par suite de compromission — ou ils ne connaissent absolument rien à la dynamique monétaire et sont débordés par les événements. Nous espérons de tout cœur que cette dernière hypothèse soit la vraie. Quoiqu'il en soit, leurs disciples français commettent une lourde gaffe en citant comme modèle la situation monétaire de la Russie.

Ainsi l'exemple soviétique ne peut nous sourire. Ainsi, malgré certaines précautions louables, ce pays ne peut arriver à stabiliser sa devise. Le problème serait-il donc insoluble ? Serait-il du ceux que l'on écarte parce qu'impuissant à démerler l'écheveau ? Les anarchistes doivent-ils se contenter, là encore, d'une attitude critique, incomprise du public ? Ou rechercher s'il n'existe pas des possibilités, grâce à la divulgation d'une stabilisation idéale, de renverser l'inique capitalisme, qui empêche aux fous la vision d'une société rénovée, la compréhension de l'anarchie ?

Marcel Lepoil.

Le Coin des Jeunes
L'INTERNATIONALE DE JEUNESSE ANARCHISTE (Pentecôte 1926) (fondée à Sout (Hollande) Circulaire n° 1)

Appel à la Jeunesse anarchiste de tous les pays ! Camarades !

Les camarades, organisations, groupements, etc., ceux qui peuvent souscrire aux points principaux de l'international sont priés de donner leurs adresses au correspondant de l'I. J. A. M. Stevens, Shackletonstr, 16, Amsterdam (West) (Hollande).

Programme d'action
1^e Organiser un service de presse pour la jeunesse de tous les pays.
2^e Organiser des bureaux d'assistance aux « criminels » politiques (gr. étrangers de réfractaires).
3^e Organiser des réunions et meetings internationaux de la jeunesse.

Jeunes camarades, faites votre devoir ! Salutations fraternelles de la Jeunesse Anarchiste de la France, Belgique et la Hollande, la Ligue des Réfractaires de la France, Jeunesse Anarchiste-Syndicaliste, d'Allemagne et d'Angleterre.

La presse anarchiste est prête de copier cet apport.

Vient de paraître
LUIGI FABRI
QUEST-CE QUE L'ANARCHIE ?
En vente à la Librairie Sociale, 0 fr. 50.

Décomposition de la Dictature du Parti Communiste

terraient les effets morbides de la dictature. Un tel chef était Lénine dans les rangs des bolcheviks.

Cependant, c'était une erreur et un crime de sa part, d'avoir transféré le système dictatoriel de l'intérieur du parti où cette organisation et la subordination du centre du parti n'ont été bâties sur un consentement bénévole, sur la vie sociale compliquée du peuple où plusieurs idéologies et volontés révolutionnaires se heurtaient et combattaient mutuellement, et où la subordination au centre du parti des groupes des travailleurs idéologiquement différents ne pouvait être réalisée qu'à force de répressions sévères du pouvoir gouvernemental. Au lieu du **fédéralisme des idées révolutionnaires** donnant la place à une vigoureuse collaboration de toutes les forces sociales des travailleurs révolutionnaires, ce pouvoir a pris le chemin d'**annihilation** de toutes les idéologies non bolcheviks, et par cela même il s'est mis dans la position d'une lutte constante, d'un étrangement incessant des multiples et multiformes manifestations sociales-révolutionnaires.

Une telle situation ne pouvait pas ni ne peut durer indéfiniment. Telle ou telle autre issue devait être trouvée. Ou bien le développement de la révolution, ou alors sa mort, et le retour au sein du régime capitaliste détruit.

Voilà le dilemme qui se dressait devant le parti lorsque Lénine était encore de ce monde.

La mort de Lénine a accéléré les événements, en leur donnant une poussée décisive vers l'une de ces solutions.

En premier lieu, avec la mort de cet homme, sont tombés : moralement non seulement la dictature bolchevik, mais aussi le parti communiste lui-même. L'appareil du parti, la discipline, le pouvoir, la dictature étaient restés, mais comme « héritage » de Lénine seulement, héritage qu'on ne pouvait plus développer ni approfondir. Car il manquait de forces pour cela. Car le parti communiste — un parti de centralisme extrême et d'une discipline de fer — est un parti léniniste dans le sens le plus exact du terme. A cause de sa construction absolument centraliste, le parti n'était pas capable de trouver un remplaçant au poste qu'occupait Lénine. Avec la mort de Lénine, le parti cessa d'être léniniste. Il ne tint debout que temporairement. Sa décomposition était fatale.

En second lieu, le parti a perdu en Lénine son chef le plus capable, un stratège qui connaissait parfaitement la situation compliquée de tous les jours. Si, pendant sa vie déjà, le parti commettait certaines erreurs de principe et de tactique, il s'est engagé, après la mort de cet homme, dans une voie de nombreuses contradictions, déchirant le parti en lambeaux.

Que fallait-il faire ? Développer la N. E. P. ou l'arrêter ? S'il fallait la pousser en avant, jusqu'à quel point alors ? Quelle était la politique à suivre ? Nationale ou internationale ? Fallait-il s'appuyer sur l'ouvrier ou le paysan ? Fallait-il une dictature du Comité Central du parti ou bien une démocratie intérieure ? Toutes ces questions, et bien d'autres, divisaient de plus en plus le parti, en y créant des fractions.

Le sommet du Parti, le Comité Central, a beau mobiliser toutes ses forces pour servir l'ancienne unité léniniste dans le parti : l'idée de l'unité a déjà perdu sa force antérieure, car chaque bolchevik, chaque non-bolchevik, comprend que sous le label de l'unité, chaque chef réalise sa propre politique ; que le parti communiste, en tant que parti léniniste, a vécu ; que la dictature dans le sens que le parti lui a donné, se meurt et que l'insurrection fait un nouveau.

La lutte qui se déroule actuellement entre le Comité Central et l'opposition, marque le commencement de la décomposition de l'organe de la dictature du parti. Sans doute, les lambeaux restants de cette dictature, que ce soit le groupe de Staline ou celui de Zinoviev en Kaménev, pourront continuer de gouverner et d'exploiter les travailleurs russes pendant des années, ils ne pourront plus restaurer leur ancien royaume de force et d'unité. Leur chemin est fatallement tracé par la réalisation antérieure de la dictature et de la N. E. P. La finale inévitable de cet essai sera la réactivation complète du capitalisme sur la base du principe de la propriété privée « sacrée ». Sur ce chemin, le bolchevisme fera union avec la bourgeoisie capitaliste, comme jadis la radicalisation révolutionnaire qui conduisit la grande Révolution Française s'était liée avec la même bourgeoisie.

Union Fédérative des Syndicats Autonomes

BATISSEONS NOTRE MAISON

Le rassurement syndicaliste qui, quoi qu'en dise, est en train de s'opérer, a suscité quelque émotion dans les rangs politico-syndicalistes.

On nous accuse, pas moins ! de commettre un crime !

Avec l'intelligence, l'imagination et la finesse d'esprit qui ne sont pas ses moindres qualités, Teulada (Julot) nous porte pour la 3^e fois en terre.

Il invite même les « ouvriers » à hâter le dénouement en faisant à la « poignée de trahisseurs » que nous sommes une conduite de Grénoire définitive.

Ceci sans doute pour justifier la phrase connue : Il est des morts qu'il faut que l'on tue.

Voire. Le communisme possède un arsenal de phrases lapidaires dans lequel nous pourrions, le cas échéant, faire un choix.

Il est bien évident que devant un appel à la violence aussi caractérisée nous ne pourrions que mettre en application le fameux précepte bolchevique : Pour un œil : les deux yeux. Pour une dent, toute la gueule.

Mais, passons aux choses sérieuses.

Certaines tentent de croire que la création d'un 3^e organisme syndical sera le fait de quelques individualistes.

Pensez ainsi c'est prendre l'effet pour la cause.

Ce ne sont pas quelques individualistes qui vont créer un groupement nouveau, ce sont les groupements épars à travers le pays qui, animés d'un même idéal vont obéir à la grande loi des affinités.

Que certains expriment clairement et tout huit ce que la mélitude désire et pense confusément, c'est dans l'ordre normal.

croire que quelques camarades peuvent, à eux seuls, prendre la masse des syndicalistes et la diriger à leur guise, c'est ignorer ou vouloir ignorer les principes fédéralistes qui sont les nôtres et si la rencontre prochaine des éléments syndicalistes du pays a pour conséquence la création d'une centrale nouvelle, c'est que ces éléments l'auront jugée nécessaire et voulue.

Le Syndicalisme doit-il disparaître ? Non ! Tout le monde est d'accord là-dessus. Ses méthodes sont seules efficaces, et, ceci est tellement vrai qu'il n'est pas un parti agissant qui ne cherche à s'affubler du masque syndicaliste.

Les deux C. G. T. l'emploient aux fins qui leur sont propres.

Jusqu'à Paul Boncour qui veut en faire la base d'organisation de l'Etat futur (avec des politiciens au sommet bien entendu) et sans doute pour développer et appuyer cette thèse, n'avons-nous pas, ces jours derniers, le spectacle d'un Jouhaux conversant longuement avec Poincaré ?

Il y a mieux ou pire : les Fascistes eux-mêmes se servent d'une caricature du Syndicalisme pour amadouer les éléments prolétariens.

Et, c'est là la question : le danger.

Quel est le syndicalisme de ces gens-là. Quel est le nôtre ? Y a-t-il identité entre le leur et le nôtre ?

Les camarades éduqués hauseront les épaulles : mais la masse ?

Lorsque les événements (bien proches) la forceront à se situer, comment fera-t-elle son choix et que peut-on prémunir de son attitude si le véritable syndicalisme n'a pas su bâti sa maison et n'a rien préparé pour la recevoir ?

Je sais, jadis on a révélé d'Unité.

On a pensé qu'il était possible d'amalgamer tant d'éléments divers et d'en faire un tout homogène.

Toute une littérature se rapportant à l'Unité au vu du jour. On a presque élevé un temple à cette divinité mais comme toute divinité qui se respecte, elle ne s'est jamais montrée aux profanes.

Elle est morte la gueule, et la C. G. T. a beau l'appeler à tous les échos, elle ne se fait pas d'illusion puisque c'est elle qui l'a tuée. Comme toutes les relations, celle de l'Unité devait créer un schisme.

Il en est un qui dit : Entrons dans les C. G. T. et forçons-les à revenir dans la ligne.

Pure utopie. Une telle façon d'agir aurait pour première résulté de couper nos forces en deux, ce qui n'est pas précisément désirable. Et puis nous imiterions un peu le cliché de l'Ecriture.

On dit : à la vieille C. G. T. ils sont tout de même plus propres. Pigne ! et, l'on oublie le rôle des Jouhaux et consorts pendant la guerre ? Et à l'heure présente ne voyons-nous pas une C. G. T. apportant ses lumières à un gouvernement Poincaré ?

Non, il n'y a rien à faire là-dedans.

Nous irions à la C. G. T. pour l'aider dans son travail de soutien gouvernemental ? Non, n'est-ce pas. Alors ? pour combattre à l'intérieur et empêcher par cela même le peu de travail utile qu'elle peut faire ? Décidément non, rien à faire dans cette galère.

Aller à la C. G. T. U ? Pour renforcer l'action du P. C. ?

Af mes camarades. Allez-y ! votre geste Unitaire sera annoncé en caractères gras à la première page de « L'Humanité » ; mais le lendemain, quand vous pourrez commencer votre travail de redressement, on vous remettra, grâce aux méthodes que vous connaissez, proprement à votre place.

Mais quand même vous voudriez dans l'U. ou l'autre C. G. T. rester dans la neutralité la plus complète, vous ne le pourriez pas, car les luttes de partis ayant fatidiquement leurs répercussions dans les organismes syndicaux vous seriez entraînés malgré vous, dans les scissions de demain.

La rentrée dans les deux C. G. T. serait la consécration de la scission et surtout la disparition du Syndicalisme révolutionnaire.

Cet élément disparu, qui restera l'arbitre de la situation lorsque les partis se déchireront entraîneront les deux C. G. T. dans leur faille ?

Pas nous puisque bénévolement nous nous serons confondus avec les autres. Qui alors ? Le Fascisme !

Le Fascisme qui suit d'un œil attentif la décomposition des deux C. G. T. et qui affirme : Mon œuvre approche.

Oui, notre pire ennemi note soigneusement les ravages que la politique opère dans les rangs des deux C. G. T. ; il se complait à décrire les phases, il interroge les masses, les flâne, leur fait toucher du doigt la rouerie politique et les masses se laissent aborder ; qui sait si demain elles ne se laisseront pas subjuguer ?

Partout l'écoeur monte : les faillites se précipitent et les forces nouvelles s'apprêtent à l'enfer en action.

Ver à qui les masses dégues se dirigeront-elles demain ?

Vers nous si nous avons la volonté de vivre.

Vers le Fascisme si nous n'avons pas le courage de bâtir notre maison.

L. Huart.

Ce que doit être la 3^e C.G.T.

Se rendant compte de la nécessité, aujourd'hui inévitables, de constituer une 3^e C.G.T., les camarades nous posent déjà cette question : Que sera la 3^e C. G. T. ? A tous, nous répondons : Elle sera ce que vous voudrez. Je constate, pour ma part, que c'est au Congrès constitutif, et à lui seul, qu'il appartiendra de définir la forme, les principes, les statuts, le fonctionnement du 3^e organisme confédéral.

Je veux pourtant répondre à cette autre question qui me fut posée personnellement : Mais, toi, quel est ton avis ?

Je commence par déclarer que cet avis m'est personnellement personnel, qu'il n'engage que moi et, par avance, je déclare que j'accepterai les décisions du Congrès, sur ce point comme sur tous les autres.

Cela ne veut pas dire que je n'ai aucune idée sur l'ensemble de la question. Bien au contraire. J'ajoute même que j'exposerai franchement, nettement, carrement, comme j'en ai l'habileté, tout ce que je pense sur le sujet.

Et sans attendre davantage, je déclare ceci :

1^e Forme de l'organisme d'liaison — Je considère que cet organisme ne peut être qu'une C.G.T., si on veut réellement qu'il puisse vivre et agir. Toutes les expériences passées, depuis 1921 au moins, prouvent avec évidence qu'on ne peut envisager aucune autre forme de groupernement.

2^e Principes de la nouvelle organisation. — Ces principes sont nettement formulés par les Congrès nationaux antérieurs à 1914. Je crois les avoir condensés dans la résolution présentée au nom de la minorité au Congrès de Saint-Etienne, en juillet 1922. Depuis, ont été confirmés par le Congrès constitutif de l'Association Internationale des Travailleurs (1) en décembre de la même année. Ce sont ceux de Bakounine, Pelloutier et Gruffieth : ils caractérisent le syndicalisme révolutionnaire, anti-étatiste et fédéraliste.

Et sans attendre davantage, je déclare ceci :

3^e Les statuts. A mon point de vue, il se doit bon de reprendre comme base, le projet de statuts élaboré par la C. E. provisoire de la C. G. T. U. et présenté au Congrès de Saint-Etienne.

4^e La cotisation au profit du Syndicat, le nombre, à condition qu'il agisse dans toutes les actions, si au contraire le Syndicat est vain, vous pouvez ajouter après un million de zeros, ce sera toujours zero.

5^e Le Syndicat autonome corporatif n'a plus aucune liaison locale ni fédérale, parce que ce dernier s'isolant, parce qu'il considère les cotisations trop élevées, il doit être logique jusqu'au bout, et si nous poursuivons notre raisonnement de même, le syndicat devra à son tour s'isoler, jusqu'à l'individu, drôle de problème posé par ceux qui se disent syndicalistes révolutionnaires.

6^e D'où est née la force syndicale de la base au sommet, et vice-versa quand l'action est conjuguée, d'ailleurs les syndicalistes qui affirment que l'union fait la force, sont mal placés lorsqu'ils s'isolent dans leur tour d'Ivoire.

7^e La cotisation n'est qu'un moyen secondaire retrograde en matière d'idéal, jeté dans les débats son intérêt personnel avant de placer celui de l'intérêt général nous n'aurions jamais été dans le Pelloutier, etc...

8^e C'est une erreur, l'autonomie corporative, veulent-vous un exemple, la grève des magasins de Lyon a coûté 600.000 francs en deux ans, pour un résultat de salaires bien inférieurs aux premières, social pour les secondes — à moins d'être précis.

9^e Il faudra aussi, je crois, prévoir une formation industrielle nouvelle rendue indispensable par l'évolution capitaliste. Pour répondre à celle-ci, il faudra sans doute constituer des cartels industriels régionaux, dont la fonction de correspondre à l'action menée sur leur plan par les organismes capitalistes de même nature.

10^e A première vue, c'est la seule modification importante qui me paraît nécessaire.

11^e Le fonctionnement. Il découlera forcément des statuts. Il doit être aussi simple, aussi souple que possible. Il faut parvenir à ce que l'organisme entier vive et agisse, de la base au sommet, par l'action conjuguée de tous ses membres, de toutes ses formations à tous les degrés. Apparaissent nécessaires à ce fonctionnement technique et socialement : le Comité d'atelier, le Conseil d'usine, le Syndicat (industriel autant que possible), l'Union locale, l'Union régionale, le Cartel Industriel régional, la Fédération d'Industrie, la C. G. T.

Il m'apparaît aussi qu'il faudra doter immédiatement la C.G.T. du son Conseil Economique, si on veut donner toute sa valeur à l'action fédérale suivant la formule nouvelle.

Le plan schématique de tous ces organismes ailleurs est déjà exposé par l'U.F.S.A. dans une brochure que beaucoup de syndicats possèdent depuis plusieurs mois.

Ce plan n'est, certes, pas immobile, mais il constitue, à mon avis, lui aussi, une base solide sur laquelle on peut partir sans crainte.

Mais, je le répète et j'y insiste, c'est au Congrès, et à lui seul, qu'il appartiendra de décliner tout cela.

Aussi que sera connue la décision des syndicats du Bâtiment, il sera constitué une Commission d'organisation qui aura charge de présenter, sur tous ces points, un travail d'ensemble, pour la discussion, et qui recevra toutes les suggestions à leur sujet. C'est, je crois, le mieux qu'on puisse faire.

Pierre BESNARD.

N. B. — Au nom de l'U.F.S.A., j'informe les camarades syndicalistes autonomes qu'ils trouveront chaque semaine, dans le « Libertaire » qui met gracieusement sa quatrième page à notre disposition, les articles et communiqués de l'U.F.S.A. et de ses militants. « La Voix du Travail », de son côté, les renseignera chaque mois.

P. B.

AUX CITOYENS MEMBRES DE LA C. E. DE LA FEDERATION UNITAIRE DU BATIMENT

Le mensonge et la calomnie sont, depuis toujours, les armes essentielles des pseudo-communistes de la C. G. T. U.

Ils viennent d'en fournir une preuve de plus, Ridiées à un mot d'ordre constant, ils tentent de représenter leurs adversaires comme les ateliers d'une bourgeoisie qu'ils servent souvent par softissime et inconscience.

C'est ainsi que, voulant jeter le discrédit sur la vieille Fédération du Bâtiment — qu'ils ont brisé — les membres de la C. E. et du Bureau de la Fédération unitaire n'hésitent pas à écrire dans « L'Humanité » du 15 août 1926 :

« Pour renflouer le bateau de l'autonomie, le Bureau fédéral autonome et ses fidèles s'adressent au franc-maçon Besnard, etc. »

En bien à citoyens calomniateurs et menteurs, en voilà assez ! Il vous faut, maintenant, ou prouver ou vous dégonfler ! Et vous n'aurez pas le choix.

JE DECLARE MOI, PIERRE BESNARD, NE PAS APPARTENIR, N'AVOIR JAMAIS APPARTENU A LA FRANC-MACONNERIE.

Je vous mets en demeure d'apporter la preuve de votre affirmation. Cela doit vous être d'autant plus facile que, malgré les ukases de vos congrès internationaux et nationaux, vous comprenez encore dans vos rangs, et dans ceux de l'U.F.S.A. et de ses militants, « La Voix du Travail », de son côté, les renseignera chaque mois.

1^e MILLIARDS SUR LE DOS

Cela arrive après les fêtes du 15 août, quelques camarades disent, avec l'échelle mobile dans notre combat, nous doublons ces difficultés, et nous pourrons réajuster nos salaires au niveau de la vie.

Dans les deux C. G. T. on prépare la campagne pour exploiter cette situation, les établissements se réunissent, les uns comment sur la bienveillance des Pouvoirs publics, les autres sur la démagogie du front unique.

Quelle époque vivons-nous quand on pense que la misère humaine est un champ de recrutement pour les troupes révolutionnaires, soit la C. G. T. U., soit la C. G. T. U.

L'infini ouvrier malheureux, mais à quoi pensez-vous, n'y a-t-il pas l'intérêt des chefs d'abord, ceux qui veulent bien vivre, ceux qui ne veulent jamais plus retourner au travail, au contraire attendent les prochaines élections pour être candidats aux nouveaux postes.

J'ai lu et relu les manifestes des deux C. G. T., pas un ne parle de l'action directe des masses, il se jettent tous sur l'hameçon, le rétablissement du franc, et si les unitaires n'ont pas d'entreprises avec Poincaré, c'est que ce dernier ne les fait pas appeler, ils seraient si contents d'entrer en pourparlers pour les réformes sociales qu'ils jaloussent aux confédérés, voire assurances sociales, vacances payées, salaire or, échelle mobile, etc., d'ailleurs pourquoi toutes ces propositions de front unique avec les confédérés, si ce n'est pour faire comme eux, jusqu'à ce jour nous les avons très bien imités.

On dit bien, il faut l'unité ouvrière pour l'action, mais il serait bon au préalable de savoir de quelle action, de celle qui renforcerait votre parti politique, ou de celle qui améliorera la classe ouvrière ? Vous n'ignorez pas que le facteur « vie chère » est le résultat de l'Etat, quel qu'il soit, qui entretient des parasites sociaux, dont tous les parlementaires émergent au budget.

Unité, oui, mais celle d'avant la guerre, où les politiciens étaient laissés à leur besogne à eux, et les syndicalistes révolutionnaires faisaient la leur. Nous pourrions voir l'action de ce temps-là, et les méthodes employées, il est vrai que les bolcheviks vont nous dire : la Révolution russe a passé par là, elle nous a donné de l'enseignement oui, et lequel ? La hiérarchie dans les salaires, et la vie chère chez eux comme chez nous, une classe qui travaille et l'autre qui dépense, sans travailler.

Voyez dernière publication de la Nef.

Camarades bâtimenants, la solution : il n'y a pas deux. Une seule : prime et révision des salaires, sont des palliatifs, car chaque fois que le premier augmente, le second le double par les spéculateurs et les mercantis.

La solution est ailleurs, aux troubles causés par la vie chère, le premier travail, c'est la réquisition des magasins, par les consommateurs, travailleurs organisés, immédiatement de leur montant.

à Pierre Maudès

9, rue Louis-Blanc, Paris, 10^e

LE LIBERTAIRE

TRIBUNE FÉDÉRALE DU BATIMENT

L'AUTONOMIE CORPORATIVE N'EST PAS UN BUT

Les syndicalistes corporatistes, qui engagent leurs syndicats dans cette voie isolée localement, perdent tous les avantages du syndicalisme fédéraliste.

<